

Le subside octroyé pourra être réduit compte tenu des justifications produites.

§ 2. Une avance s'élevant à 60 % du subside octroyé peut être accordée. A cette fin, l'association adresse dans le mois de la notification de l'octroi du subside une demande à l'Administration des Soins de santé - Comptabilité et Gestion des hôpitaux du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement. ».

#### CHAPITRE III. — Dispositions finales

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**Art. 5.** Nos Ministres de la Santé publique et des Pensions et des Affaires sociales sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

De toegekende subsidie kan worden verminderd rekening houdend met de voorgelegde bewijzen.

§ 2. Een voorschot ten bedrag van 60 % van de toegekende subsidie kan worden verleend. Daartoe dient het samenwerkingsverband een aanvraag in, binnen de maand na kennisgeving van de toekenning van de subsidie, bij het Bestuur van de Gezondheidszorg - Dienst Boekhouding en Beheer der Ziekenhuizen - Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu. ».

#### HOOFDSTUK III. — Slot bepalingen

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1999.

**Art. 5.** Onze Ministers van Volksgezondheid en Pensioenen en van Sociale Zaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

F. 99 — 2260

[C — 99/22527]

**25 MAI 1999. — Arrêté royal portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion pour les ouvriers mineurs de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 80bis, 5°;

Vu l'avis émis le 6 mai 1999 par le Comité de gestion pour les ouvriers mineurs de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion pour les ouvriers mineurs de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité joint en annexe est approuvé.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**Art. 3.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

—

Annexe

**Règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion pour les ouvriers mineurs de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité**

Article 1. Le Comité de gestion se réunit, soit à l'initiative du président, soit à la requête du Ministre ayant la Prévoyance sociale dans ses attributions, soit à la demande de trois membres au moins formulée par écrit et mentionnant l'objet de la réunion.

Le Comité de gestion est convoqué par le président. Le président peut déléguer son pouvoir de convocation à l'administrateur général de la cellule administrative créée à l'I.N.A.M.I. par l'article 78bis, § 3, de la

N. 99 — 2260

[C — 99/22527]

**25 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité voor de mijnwerkers van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 80bis, 5°;

Gelet op het advies van het Beheerscomité voor de mijnwerkers van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 6 mei 1999;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het als bijlage bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van het Beheerscomité voor de mijnwerkers van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

**Art. 3.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

—

Bijlage

**Huishoudelijk reglement van het Beheerscomité voor de mijnwerkers van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering**

Artikel 1. Het Beheerscomité vergadert ofwel op initiatief van de voorzitter, ofwel op verzoek van de Minister die de Sociale Voorzorg onder zijn bevoegdheid heeft, ofwel op schriftelijke vraag van ten minste drie leden waarin het onderwerp van de vergadering wordt vermeld.

Het Beheerscomité wordt bijeengeroepen door de voorzitter. De voorzitter mag zijn uitnodigingsbevoegdheid overdragen aan de administrateur-generaal van de administratieve cel die bij het RIZIV is

loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Les convocations sont envoyées au moins huit jours avant la date de la séance; en cas d'urgence, ce délai peut être réduit.

Lorsque le Comité est convoqué à la requête du Ministre, la réunion a lieu dans les huit jours de la requête. Les convocations font mention de l'ordre du jour de la réunion.

Art. 2. Seules les questions figurant à l'ordre du jour sont discutées. Le Comité de gestion peut déroger à cette dernière disposition si la majorité des membres présents en décide ainsi.

Art. 3. Les séances du Comité de gestion ne sont pas publiques. Les membres du Comité de gestion et les fonctionnaires de la cellule qui assistent à ces séances sont tenus de respecter le caractère confidentiel des documents qui sont discutés ainsi que des délibérations et des votes.

Art. 4. En cas d'empêchement du président, la séance est présidée par le membre le plus âgé.

Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Les votes ont lieu à main levée. Ils ont lieu au scrutin secret à la demande de trois membres au moins.

§ 2. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres participant au vote, compte non tenu des abstentions. En cas de parité de voix, la proposition est rejetée.

§ 3. Lorsque les membres représentant d'une part les travailleurs et d'autre part les employeurs, ne sont pas présents en nombre égal au moment du vote, le ou les plus jeunes membres de la partie en surnombre sont tenus de s'abstenir pour rétablir la parité. Lorsqu'une proposition est rejetée contre l'avis unanime des représentants, soit des travailleurs, soit des employeurs, le groupe favorable à la proposition peut demander que celle-ci soit soumise au Ministre. Cette demande peut être formulée au cours de la séance et actée au procès-verbal ou faite par écrit dans les huit jours de la séance. Le président adresse cette demande au Ministre qui statue et notifie sa décision dans les trente jours de la demande qui lui est faite, faute de quoi le rejet de la proposition est définitif.

Art. 6. Le Comité de gestion peut appeler en consultation pour l'examen de questions particulières des membres du personnel de la cellule ainsi que d'autres personnes spécialement compétentes.

Chaque membre peut, avec l'accord du président, se faire assister par un technicien pour l'examen de points particuliers inscrits à l'ordre du jour.

Les dispositions de l'article 3 sont également applicables aux personnes visées aux alinéas 1 et 2.

Art. 7. Le secrétaire rédige le procès-verbal. Celui-ci relate les débats et mentionne les décisions intervenues ainsi que le résultat des votes.

Après avoir été soumis à l'administrateur général et au président, le texte du projet de procès-verbal est envoyé aux membres auxquels est adressé l'ordre du jour de la réunion suivante en même temps que celui-ci.

Le projet de procès-verbal, établi en français et en néerlandais, est porté, pour approbation à l'ordre du jour de la réunion suivante du Comité de gestion; il est signé par le président, l'administrateur général et le secrétaire, et il est conservé aux archives du secrétariat de l'administrateur général, qui en délivre des expéditions ou extraits.

Tout membre ayant assisté à une réunion du Comité de gestion peut, avant l'approbation du procès-verbal de cette réunion, demander qu'il lui soit donné acte des rectifications, qu'il estime opportun d'y apporter en ce qui concerne le libellé de ses interventions dans les débats. Le Comité de gestion fait droit à une telle demande, laquelle peut être formulée soit en séance soit par écrit adressée au Président avant la réunion.

Art. 8. Pour les affaires urgentes d'une importance mineure, le président est autorisé à procéder à la consultation des membres par écrit.

opgericht bij artikel 78bis, § 3, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

De uitnodigingen worden ten minst acht dagen voor de datum van de vergadering verzonden; in dringende gevallen mag die termijn worden verkort.

Wanneer het Beheerscomité op verzoek van de Minister wordt samengeroepen, heeft de vergadering plaats binnen acht dagen na het verzoek. In de uitnodigingen wordt de agenda van de vergadering vermeld.

Art. 2. Alleen de aangelegenheden die op de agenda zijn ingeschreven, worden besproken. Het Beheerscomité kan van deze bepaling afwijken indien de meerderheid van de aanwezige leden hiertoe beslist.

Art. 3. De vergaderingen van het Beheerscomité zijn niet openbaar. De leden van het Beheerscomité en de ambtenaren van de cel die de vergaderingen bijwonen, zijn verplicht het vertrouwelijk karakter van de behandelde documenten, van de beraadslagingen en van de stemmingen te eerbiedigen.

Art. 4. Wanneer de voorzitter verhinderd is, wordt de vergadering voorgezeten door het oudste lid.

Art. 5. § 1. De stemming geschiedt bij handopsteking. Er wordt geheim gestemd wanneer ten minste drie leden hierom verzoeken.

§ 2. De beslissingen worden genomen bij eenvoudige meerderheid van de leden die aan de stemming deelnemen; hierbij wordt geen rekening gehouden met de onthoudingen. Bij staking van stemmen is het voorstel afgewezen.

§ 3. Wanneer de leden die de werknemers en de leden die de werkgevers vertegenwoordigen bij de stemming niet in gelijk aantal aanwezig zijn, onthoudt zich het jongste lid of onthouden zich de jongste leden van de talrijkste partij om de pariteit te herstellen. Wanneer een voorstel wordt afgewezen tegen het eenparig advies van de vertegenwoordigers, hetzij van de werknemers, hetzij van de werkgevers, kan de groep die voor het voorstel is, vragen dat het voorstel aan de Minister wordt voorgelegd. Die vraag kan tijdens de vergadering worden gedaan en in de notulen worden opgenomen, ofwel schriftelijk worden gedaan binnen acht dagen na de vergadering. De voorzitter legt het voorstel voor aan de Minister die een beslissing neemt en zijn beslissing binnen dertig dagen nadat het voorstel hem is voorgelegd meedeelt, zo niet is de afwijzing van het voorstel definitief.

Art. 6. Het Beheerscomité kan voor de behandeling van bijzondere aangelegenheden personeelsleden van de cel en ook andere bijzonder bevoegde personen ter raadpleging oproepen.

Ieder lid mag zich, met de instemming van de voorzitter, door een deskundige laten bijstaan voor de behandeling van bijzondere aangelegenheden die in de agenda zijn vermeld.

Artikel 3 is ook van toepassing op de personen bedoeld in de eerste en tweede alinea.

Art. 7. De secretaris maakt de notulen op. Deze geven een relaas van de debatten en behelzen de genomen beslissingen en de uitslag der stemmingen.

Nadat de tekst van de notulen aan de Administrateur-generaal en aan de Voorzitter werd voorgelegd, wordt hij naar al de personen gestuurd waaraan de agenda van de volgende vergadering wordt toegezonden, tegelijk met deze agenda.

De in het Frans en in het Nederlands opgestelde notulen worden voor goedkeuring op de agenda der volgende vergadering van het Beheerscomité geplaatst; ze worden door de Voorzitter, de Administrateur-generaal en de secretaris ondertekend en in het archief van het secretariaat van de Administrateur-generaal die er uitgiffen of uitreksels van aflevert, bewaard.

Voor de goedkeuring der notulen van een vergadering van het Beheerscomité, kan ieder persoon die deze vergadering heeft bijgewoond, vragen dat hem akte zou worden gegeven van de verbeteringen die hem aan die notulen gewenst voorkomen, wat de bewoordingen van zijn tussenkomsten in de debatten betreft. Het Beheerscomité gaat in op een dergelijke vraag, die ter zitting kan gesteld of voor de vergadering schriftelijk tot de Voorzitter kan gericht worden.

Art. 8. Voor dringende aangelegenheden van minder belang mag de voorzitter de leden schriftelijk raadplegen.

Art. 9. Les membres du Comité de gestion ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'Institut.

Art. 10. Pour l'application de l'article 181 bis de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, les pouvoirs de gestion journalière sont définis comme comportant tous actes administratifs et judiciaires habituellement nécessaires pour l'accomplissement des missions imparties à la cellule par la loi ou les règlements, en conformité avec les directives tracées par le Comité de gestion ainsi que tous actes administratifs et judiciaires normalement exigés pour l'exécution des décisions prises par le Comité de gestion ou pour la bonne marche des services, et notamment :

1) accomplir, dans le cadre des directives d'ordre général du Comité de gestion, tous actes administratifs nécessaires pour assurer l'application courante des dispositions légales et réglementaires et l'exécution des décisions judiciaires en matière de pension d'invalidité des ouvriers mineurs et assimilés;

2) veiller à l'unité de jurisprudence dans l'application des dispositions légales et réglementaires précitées;

3) assurer le service des prestations sociales dues en exécution des mêmes dispositions;

4) faire toute déclaration de créance, donner quittance ou décharge de toutes sommes payées ou versées à l'Institut dans le cadre du régime de pension d'invalidité des ouvriers mineurs et assimilés;

5) accomplir tous actes à l'exclusion des transactions et des compromis, en vue de la perception et du recouvrement des sommes dues à l'Institut dans le cadre du régime de pension d'invalidité des ouvriers mineurs et assimilés et notamment :

a) conclure avec les débiteurs de l'Institut, dans le cadre des directives du Comité de gestion, tous accords en vue de l'exécution des jugements rendus à son profit;

b) exécuter par toutes voies de droit, tant mobilièrement qu'immobilièrement, les jugements rendus au profit de l'Institut, comparaitre aux actes de procédure en acquiesçant ou en contestant, donner mainlevée de ces exécutions;

6) exécuter les décisions judiciaires portant condamnation de l'Institut;

7) prendre des mesures conservatoires en vue de sauvegarder les droits de l'Institut;

8) constater le caractère irrécouvrable des créances de l'Institut, lorsque ce caractère provient de l'expiration du délai de prescription de l'action en répétition de l'indu;

9) engager toutes dépenses couvertes par un crédit budgétaire relatif au régime de pension d'invalidité des ouvriers mineurs et assimilés;

10) approuver et liquider toutes dépenses couvertes par un crédit budgétaire relatif au régime de pension d'invalidité des ouvriers mineurs et assimilés et signer à cette fin toute ordonnance de paiement, chèques et virements;

11) signer les circulaires et instructions ainsi que le courrier émanant de la cellule et donner décharge de toutes lettres recommandées, télégrammes et missives quelconques adressés à la cellule;

12) décider de l'organisation interne de la cellule et donner aux agents des instructions et directives en vue du bon fonctionnement des services.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 25 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

Art. 9. De leden van het Beheerscomité gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan ten aanzien van de verbintenissen van het Instituut.

Art. 10. Voor de toepassing van artikel 181bis van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, worden de bevoegdheden van het dagelijks beheer omschreven als de bevoegdheden die alle administratieve en gerechtelijke handelingen omvatten die gewoonlijk vereist zijn om de opdrachten te vervullen waarmee de administratieve cel door de wet of de reglementen is belast, overeenkomstig de richtlijnen van het Beheerscomité. Tot de bevoegdheden van het dagelijks beheer behoren ook alle administratieve en gerechtelijke handelingen die normaal vereist zijn voor het uitvoeren van de beslissingen van het Beheerscomité of voor de goede werking van de diensten. De bevoegdheden van het dagelijks beheer zijn de volgende :

1) het verrichten van alle administratieve handelingen, volgens de algemene richtlijnen van het Beheerscomité, die nodig zijn voor de dagelijkse toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen en voor de uitvoering van de gerechtelijke beslissingen over het invaliditeitspensioen van de mijnwerkers en gelijkgestelden;

2) toezien op de eenheid van rechtspraak bij het toepassen van de wettelijke en reglementaire bepalingen;

3) zorgen voor de uitkering van de sociale vergoedingen die krachtens die bepalingen verschuldigd zijn;

4) schuldvorderingen indienen, kwijting of ontlasting geven voor alle bedragen die aan het Instituut zijn betaald of gestort in het kader van het invaliditeitspensioenstelsel voor de mijnwerkers en gelijkgestelden;

5) alle handelingen verrichten - met uitzondering van het aangaan van dadingen en compromissen - voor de inning en de navordering van de bedragen die aan het Instituut verschuldigd zijn in het kader van het invaliditeitspensioenstelsel voor de mijnwerkers en gelijkgestelden, te weten :

a) met de schuldenaars van het Instituut, conform de richtlijnen van het Beheerscomité, akkoorden sluiten voor de uitvoering van vonnissen die ten gunste van het Instituut zijn geweest;

b) door alle wettelijke middelen, zowel op roerende als op onroerende goederen, de vonnissen uitvoeren die ten gunste van het Instituut zijn geweest; bij de proces-handelingen verschijnen om te betwisten of te berusten; opheffing van de tenuitvoerlegging verlenen;

6) uitvoeren van de gerechtelijke beslissingen waarbij het Instituut wordt veroordeeld;

7) bewarende maatregelen nemen om de rechten van het Instituut te waarborgen;

8) vaststellen dat de inschulden van het Instituut oninvorderbaar zijn, indien dit het gevolg is van de verjaring van de invorderingsstermijn;

9) vastleggen van de uitgaven die door een begrotingskrediet betreffende het invaliditeitspensioenstelsel van de mijnwerkers en gelijkgestelden zijn gedekt;

10) goedkeuren en vereffenen van de uitgaven die door een begrotingskrediet betreffende het invaliditeitspensioenstelsel van de mijnwerkers en gelijkgestelden zijn gedekt, en de daartoe bestemde betalingsopdrachten, cheques en overschrijvingen ondertekenen;

11) ondertekenen van de circulaires, de dienstvoorschriften en de uitgaande post van de administratieve cel; volmacht geven voor het in ontvangst nemen van aangetekende brieven, telegrammen of welke zending ook;

12) beslissen over de interne organisatie van de administratieve cel en de ambtenaren voorschriften en richtlijnengeven voor de goede werking van de diensten.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 25 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN